

Un livre de Thom Hartmann : The Hidden History of American Oligarchy – Reclaiming our democracy from the Ruling Class

L'histoire cachée de l'oligarchie américaine

Partage international n° [411](#) - Novembre 2022

par Luc Guillory

Dans son livre *L'histoire cachée de l'oligarchie américaine – Reconquérir notre démocratie auprès de la classe dirigeante*, Thom Hartmann donne une définition sans concession de la démocratie et de l'oligarchie ; la démocratie est le gouvernement du peuple par le peuple, pour le peuple, dit-il ; l'oligarchie est le gouvernement par les riches, pour les riches.

Son livre détaille comment les oligarques ont tenté sans succès à deux reprises de substituer l'oligarchie à la démocratie aux Etats-Unis. Mais il avertit qu'aujourd'hui une troisième tentative est en cours, en vue de changer l'expérience américaine de la démocratie en une oligarchie, dans le but de faire passer l'Amérique de l'oligarchie à une tyrannie pure et simple.

Il a écrit son ouvrage lorsque Donald Trump était en poste à la Maison blanche.

T. Hartmann considère à l'évidence l'ancien président Trump comme un partisan de l'oligarchie et comme un oligarque lui-même. Il décrit comment l'oligarchie opère, mais aussi comment il est possible de gagner la guerre qu'elle a déclarée à la démocratie.

T. Hartmann est un auteur à succès du *New York Times*, il a écrit 32 livres et il est le premier animateur d'émissions de radio progressives aux Etats-Unis.

Selon lui, le processus de transition entre la démocratie et l'oligarchie débute généralement lorsque les plus riches acquièrent le pouvoir politique en achetant l'influence des élus.

Ils se justifient en prétendant que l'oligarchie est plus stable que la démocratie et moins encline à tomber dans le chaos.

Dans les étapes finales, les oligarques eux-mêmes sont susceptibles d'émerger à travers des processus en apparence démocratiques et ainsi de prendre le contrôle du gouvernement presque totalement. De là ils commencent de manière caractéristique à déconstruire les services de l'État. Très clairement, T. Hartmann voit dans l'élection de Donald Trump un exemple parfait de sa théorie.

Nombre des points développés par T. Hartmann dans son analyse de l'histoire de l'Amérique s'appliqueraient bien entendu à d'autres pays, y compris certains pays au sein de l'Union européenne, car le processus de contrôle de la politique et de la richesse des nations par les oligarchies se répète dans le monde entier.

Contexte historique

T. Hartmann identifie précisément deux périodes de l'Histoire au cours desquelles les oligarques américains ont saisi leur chance pour établir leur domination : « *La première tentative, dit-il, concerne les États du Sud d'avant la guerre civile. L'oligarchie a contrôlé les États esclavagistes et défié le pouvoir de la nation elle-même, ce qui a conduit par la suite à la mort de plus de six cent mille Américains.* »

La seconde tentative majeure s'est produite lorsque la révolution industrielle a donné naissance à un nouveau groupe d'oligarques américains qui, en 1920, ont vu leur pouvoir porté au pinacle et ont pris le contrôle de l'essentiel du gouvernement fédéral. Selon T. Hartmann, il en a résulté la période dite des « années folles » (au cours de la décennie 1920), pendant laquelle les riches sont devenus encore plus riches tandis que le reste de la population s'appauvissait, les pauvres se voyant refuser jusqu'à leurs droits à l'éducation et à un niveau de vie décent par cette oligarchie.

Mais, nous dit T. Hartmann, les systèmes oligarchiques sont en réalité instables. Ils tendent à

s'effondrer sous l'effet de leur propre « pourriture intérieure ». Ils peuvent toutefois se métamorphoser en tyrannie. À l'évidence, il considère que le chapitre particulier de l'histoire politique américaine qui s'est ouvert avec l'administration Trump pourrait connaître semblable épilogue tyrannique qui soit en fait intentionnellement provoquée.

Depuis, certes, Donald Trump a été démocratiquement évincé du pouvoir. Mais il s'active comme jamais pour revenir au-devant de la scène politique, la porte n'est donc pas définitivement scellée.

La troisième bataille est engagée

T. Hartmann croit que nous nous trouvons maintenant au milieu d'une troisième bataille majeure. Il affirme qu'à la fin des années 1990 les oligarques avaient acquis le contrôle direct ou indirect de la majorité des Etats de l'Union, de la totalité du parti républicain (appelé parfois aussi le GOP - Grand Old Party - le grand vieux parti) et, au niveau fédéral, de plus de la moitié du parti démocrate. En 2005, ce contrôle s'était très largement étendu à la branche exécutive du gouvernement fédéral. Arrivé au pouvoir en janvier 2017, Donald Trump s'est embarqué dans une campagne visant à détruire les institutions de l'Amérique qui avaient été si consciencieusement édifiées depuis plus de deux cent quarante ans. Pour ce faire il a nommé certains de ses acolytes à des postes clés au département d'État, au département du Trésor, au département du Commerce et, plus tard, à la Cour suprême.

Comment opère l'oligarchie

L'oligarchie consume les institutions existantes à petit feu, elle les déforme et les transforme de manière à ce qu'elles servent ses propres fins. Les oligarques écrivent les lois qui sont ensuite votées par les élus politiques qu'ils contrôlent. En dernier ressort, ils ont recours au pouvoir policier pour poursuivre en justice ceux qui défient l'oligarchie, ces poursuites étant ratifiées par des juges qu'ils ont mis en place au préalable.

Pour abattre la démocratie, trois choses seulement sont nécessaires en phase initiale : le contrôle (ou au moins une influence substantielle) exercé sur une portion critique des médias ;

- la légalisation de la corruption d'agents publics,

afin que les oligarques puissent contrôler l'essentiel du processus législatif ;

- le contrôle des institutions les plus critiques du système judiciaire, afin qu'ils puissent influencer les processus judiciaires.

Le contrôle des médias

Le sujet des médias est important à notre époque du fait de leur influence sur l'opinion de nos concitoyens. Il fut un temps où l'Amérique bénéficiait de très nombreux médias locaux indépendants, notamment plus de mille deux cents stations de radio dans quelques trois cents villes. Il en allait de même pour les stations de télévision indépendantes.

Mais suite à la promulgation par le président Bill Clinton de la loi Télécommunications de 1996, tous les garde-fous ont été levés et la concentration de l'industrie des médias a commencé. De nos jours, environ 90 % des médias américains sont la propriété de seulement six entreprises. Comme l'explique T. Hartmann, le résultat de cette concentration est que « *la ligne éditoriale favorite des oligarques est constamment serinée auprès des Américains, tandis que les voix qui défieraient l'oligarchie et feraient la promotion de la démocratie sont limitées à une poignée d'entités à but non lucratif qui survivent comme elles le peuvent* ».

Le contrôle du Congrès

Aux Etats-Unis, le Congrès joue un rôle politique majeur en tant que gardien de la structure démocratique des institutions du pays. En 1907, le Congrès a voté la loi Tillman, qui a établi que toute contribution de quelque valeur que ce soit apportée par une entreprise à une campagne politique ou à un candidat postulant à un poste fédéral constituait un crime. Cette loi forgeait ainsi une protection majeure des processus démocratiques.

Mais cette loi et d'autres du même ordre ont été réduites à néant en 1976 et 1977 par plusieurs décisions prises par la Cour suprême. Les entreprises se sont vues octroyer le droit de bénéficier du Premier Amendement, garantissant la « liberté d'expression ». Ce n'est donc pas un acte de corruption mais un acte juridique qui a consacré le pouvoir des oligarques de contrôler les politiciens. Ces décisions ont fait se déverser un flot d'argent qui a permis l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan lors des élections de 1980, donnant un « *coup de pouce* à

l'ère moderne de l'oligarchie américaine », comme l'affirme T. Hartmann. En 2015, dans une interview que lui avait accordée l'ancien président Jimmy Carter, il a demandé à son hôte ce qu'il pensait de la transformation majeure de ces lois protectrices. J. Carter a expliqué : « *Cela viole l'essence même de ce qui a fait de l'Amérique un grand pays par son système politique. Désormais, il s'agit ni plus ni moins d'une oligarchie et d'une corruption politique illimitée qui est l'essence même des nominations à la présidence ou de l'élection du président. Et la même situation s'applique aux gouverneurs, aux sénateurs et aux membres du Congrès.* »

Le biais de la séduction

L'oligarchie séduit, explique T. Hartmann. Pour le citoyen ordinaire, les formes oligarchiques de gouvernement semblent offrir au départ plus de stabilité, ainsi qu'un puissant sentiment d'identité nationale. Mais cette sécurité apparente retire le véritable consentement des gouvernés et cela implique un recalibrage très sophistiqué de la façon dont les gens considèrent le gouvernement et la richesse.

En Amérique, activer le ressentiment à l'encontre du gouvernement fédéral est une rhétorique récurrente, qui a été répandue par les groupes de réflexion et les médias d'extrême droite, pour justifier son affaiblissement. Ainsi, R. Reagan affirmait dès 1981 que « *le gouvernement n'est pas la solution à notre problème, le gouvernement est le problème* ».

Comme Thom Hartmann le rappelle au lecteur, il n'est guère surprenant que la rhétorique favorable à l'idéologie pro-oligarchie ait connu un crescendo avec D. Trump, coutumier de ses manières outrancières, lorsqu'il a affirmé que « *le contrôle du gouvernement par les plus riches a toujours apporté le plus haut niveau de stabilité et de paix - regardez comment l'Europe a été stable pendant près de mille ans lorsque les familles royales et leurs noblesses terriennes régnaient. Nous sommes les élus choisis par Dieu, ou peut-être par une lignée d'ADN brillante, pour diriger. Allez faire du shopping et laissez-nous faire.* »

Affamer la bête et vider la République

La première étape du processus est d'instiller l'idée que les impôts sont trop élevés et qu'ils obèrent la capacité des riches et de leurs entreprises à stimuler l'économie qui, supposément, augmenterait

autrement les salaires et les avantages sociaux des travailleurs (une référence explicite à la théorie économique du fameux effet de ruissellement de la richesse).

Sur la base de cette promesse, ils font voter des réductions massives d'impôts sur les entreprises, sur le capital et sur les revenus. Notons au passage que la première ministre britannique qui a récemment pris ses fonctions a fait de semblables réductions d'impôts la pierre d'angle de son programme politique.

Ensuite, les oligarques et le GOP font remarquer qu'il existe un fort déficit (induit en fait par les réductions d'impôts) et ils déclarent qu'il est vital de « *réduire le gaspillage, la fraude et les abus* » au sein du système. Et ils réduisent le personnel des agences gouvernementales.

Quand l'oligarchie devient tyrannie

L'oligarchie concentre le pouvoir politique d'une manière similaire à la manière dont les monopoles économiques concentrent le pouvoir économique. De ce fait elle produit des systèmes politiques qui sont mûrs pour une transition vers la tyrannie. La tyrannie s'installe progressivement, non d'une manière abrupte, jusqu'à ce qu'elle atteigne un point de basculement où elle ne peut plus être défiée. Ensuite, elle submerge tout et ne peut être stoppée aisément. Les opposants potentiels sont menacés ou même poursuivis en justice, une chape de plomb étouffe toute contestation démocratique et recouvre les médias. Ce qui se passe en Hongrie depuis quelques années constitue un exemple typique de tels développements.

Les tyrans modifient le langage même d'une culture

Le langage est un mécanisme clé de contrôle. Joseph Goebbels ne cessait d'affirmer que pour contrôler une société, il faut au préalable contrôler son langage. Il a été expliqué aux élus du parti républicain combien il était important de se présenter sous un jour favorable en utilisant un vocabulaire bien déterminé : humain, précieux, mobiliser, préserver, force, labour...

Lorsque la tyrannie commence à émerger, des changements de langage deviennent évidents. Certaines phrases sont utilisées de manière répétitive. D. Trump usait à l'envi d'expressions

telles que « *fausses nouvelles* », « *meurtriers et violeurs* », « *fraude électorale* ». Et il avait recours au mot « *liberté* » pour caractériser la suppression d'impôts sur les riches, ou pour qualifier ce qui était en fait une volonté de renverser la société et l'État de droit.

Un bouc émissaire pour affaiblir l'indignation

Il est de notoriété que les tyrans accusent leurs opposants de commettre des fautes qu'ils commettent en fait eux-mêmes. C'est une technique très efficace pour détourner l'indignation en direction des victimes des tyrans et affaiblir la contestation à laquelle ils sont confrontés.

Trump accusait ses opposants politiques de fraude électorale, de corruption et de tromperie, alors même que le GOP pratiquait ces mauvaises œuvres d'une manière agressive. A l'heure actuelle, D. Trump semble avoir convaincu un fort pourcentage d'électeurs républicains que l'élection de 2020 a été truquée, alors qu'aucune autorité en charge n'a relevé de fraudes et malgré la reconnaissance officielle des résultats de cette élection par des personnalités majeures du parti républicain.

Briser l'emprise de l'oligarchie n'est pas une mince affaire

Si l'on veut avoir une chance de briser l'oligarchie, il faut pouvoir couper le lien entre l'argent des oligarques et le process politique. Ou bien que ce lien soit pour le moins considérablement atrophié. Certaines étapes sont indispensables et T. Hartmann ne manque pas de donner des pistes au lecteur. Citons-en quelques-unes parmi les plus significatives :

Restaurer une presse libre

Les tyrans ont la presse libre en horreur. Staline accusait les reporters et les journaux d'être des « *ennemis du peuple* ». D. Trump s'est également approprié ce terme vénéneux, avec sa calomnie favorite de « *fausse nouvelle* ». À chaque fois, le but est d'empêcher le public de prendre connaissance des mensonges du tyran, pour que le doute s'installe dans l'esprit de ce public sur la validité des reportages qui pourraient révéler les abus du tyran.

Des droits économiques pour tous

Quelques mois avant sa mort en décembre 1944, Franklin D. Roosevelt a inclus dans son discours sur l'État de l'Union un plan qui était conçu pour bloquer de manière permanente les oligarques dans leur tentative d'exploiter les travailleurs et de maintenir les Américains dans un état de dépendance et de peur par le truchement du pouvoir économique.



[FDR Presidential Library & Museum](#), CC BY 2.0, via [Wikimedia Commons](#)

Franklin D. Roosevelt

F. D. Roosevelt était convaincu qu'une classe moyenne solide constituait la meilleure défense contre l'oligarchie. Il a de ce fait établi une liste de droits qui s'appliqueraient à tous. Il a noté que les droits politiques devraient inclure certains droits économiques pour tous les Américains :

- le droit à un travail utile et rémunérateur ;
- le droit à un logement décent pour chaque famille ;
- le droit à des soins médicaux appropriés ;
- le droit à une protection adéquate contre les risques économiques de la vieillesse, de la maladie, des accidents et du chômage ;
- le droit à une bonne éducation.

Il ne fait aucun doute que ces propositions sont toujours d'actualité. Selon T. Hartmann, l'Amérique refuse encore ces droits à la majorité de ses citoyens,

parce que les oligarques américains ont décidé qu'il n'était pas dans leur intérêt que les citoyens en bénéficient.

Passer à des élections financées sur fonds publics

Ce n'est que lorsque les gros chèques seront bannis de la politique que les oligarques seront vaincus. Retirons tout l'argent de la politique, en dehors de financements fournis par l'État lui-même, comme il en va dans nombre de pays européens par exemple. Si le Congrès allouait des fonds pour financer les dépenses légitimes et raisonnables de chacun des grands partis nationaux, le besoin de collecter de vastes fonds de campagne disparaîtrait.

Restaurer l'intégrité des élections

Quand un certain seuil de manipulations des votes est atteint, il devient difficile pour les personnes de bonne volonté de ramener la démocratie dans un État, une nation ; l'éradication d'électeurs des listes électorales s'auto-alimente. La dernière stratégie utilisée par D. Trump et le GOP pour se maintenir au pouvoir a été de fabriquer une fausse épidémie de « *fraude électorale* » et de l'utiliser comme excuse pour faire voter des lois qui ont empêché des millions de pauvres, de personnes de couleur, de personnes âgées et d'étudiants, de voter. D. Trump a amplifié et répété ce process une bonne dizaine de fois, avec ses diatribes à l'encontre des « *élections frauduleuses* ». Les oligarques qui détiennent le parti républicain ont fait de l'éradication des électeurs un véritable art et une activité quasi industrielle, soutient T. Hartmann.

Au cours des deux années précédant 2016, ce ne sont rien moins que dix-sept millions d'électeurs qui ont été effacés des listes électorales dans les États rouges (républicains), la plupart d'entre eux résidant dans des villes universitaires et des agglomérations à fortes populations hispaniques et afro-américaines.

T. Hartmann affirme que l'Amérique se tient à la croisée des chemins. Elle a subi l'un des assauts les plus agressifs et les plus décomplexés de l'oligarchie contre la démocratie.

Malgré les résultats de l'élection présidentielle de 2020, T. Hartmann semble penser que la tentative de coup d'État n'est pas terminée. C'est pourquoi il cherche à sensibiliser ses concitoyens aux processus à l'œuvre et aux défis à relever par les forces de bonne volonté, afin de restaurer et de sauver la vie démocratique.

Thom Hartmann, *The Hidden History of American Oligarchy : Reclaiming our democracy from the Ruling Class (L'histoire cachée de l'Oligarchie américaine - Reconquérir notre démocratie auprès de la classe dirigeante (non traduit))*. Cet ouvrage appartient à la série *Histoires cachées* de Thom Hartmann, dont le dernier titre est *l'Histoire cachée du néolibéralisme*. Publié par Berrett-Koehler Publishers, 2021, 192pp, ISBN 9781523091584.

Etats-Unis **Auteur** : Luc Guillory, collaborateur de Share International demeurant à Dijon (France).

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : [Compte rendu de lecture](#) ()